



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Les-attaques-s-intensifient-la-resistance-est-encore-bien-faible>

Allemagne

Les attaques s'intensifient, la résistance est encore bien faible

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 19 octobre 2010

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

En fait, il y a déjà eu des grèves politiques. La plus réussie fut celle de 1996 contre le projet de supprimer le paiement du salaire pendant les trois premiers jours de congé de maladie. Le mouvement est parti de chez Mercedes à Brême sans consigne syndicale, et après quelques manifestations de rue seulement, ce projet de loi fut abandonné. Il suffirait donc que les syndicats le veuillent vraiment. Et si les dirigeants ne le veulent pas, il faudra que la pression de la base soit d'autant plus forte. Il n'y a pas d'autre moyen d'organiser une résistance efficace.

Dès l'automne 2008, le « programme de sauvetage » du gouvernement de grande coalition CDU-SPD avait été confronté à une sévère crise de légitimité. La population ne comprenait pas la mise à la disposition des banques de 480 milliards d'euros d'aides et de cautionnements, alors qu'il n'y avait prétendument pas d'argent pour les besoins sociaux élémentaires.

Le mouvement social a immédiatement réagi avec la campagne « Nous ne paierons pas pour votre crise », mais les manifestations du 28 mars 2009, puis du 12 juin 2010, ont réuni tout au plus 50 000 participants la première fois à Berlin et à Francfort, 40 000 la seconde fois à Berlin et à Stuttgart. Les syndicats n'ont pour l'essentiel pas bougé. Ils en sont restés au « Pas de licenciements » de l'IG Metall, décliné en prime à la casse pour les véhicules anciens, extension du chômage partiel et plan de relance. Un programme repris de fait par le gouvernement (pour la « préservation de la compétitivité de l'économie allemande »), même s'il a surtout mis l'accent sur les cadeaux fiscaux pour les entreprises.

Au printemps et à l'été de cette année, l'IG Metall, organisation potentiellement la plus puissante du mouvement ouvrier allemand, n'a lancé qu'une seule campagne, pour inciter les entreprises à accepter des apprentis, avec un succès très limité.

Les crédits effectivement accordés aux banques allemandes ont déjà coûté au budget de l'État plus de 200 milliards, dont 100 ont été dépensés. A cela s'ajoutent les deux plans de relance qui ont coûté plus de 70 milliards, les recettes fiscales définitivement perdues, la guerre en Afghanistan qui coûte déjà 3 milliards par an, etc.

Tout cela réduira la marge de manoeuvre de la classe dominante lors de la prochaine crise, ou bien lors d'une éventuelle aggravation de la crise en cours. Les agences de notation continuent d'attribuer à l'Allemagne la note AAA, mais ce ne sera pas forcément éternellement le cas. Le taux d'endettement de l'État est passé en deux ans de 66 % à 78,8 % du P.I.B, les 80 %, voire même 82 %, seront atteints à la fin de l'année. Le plan de sauvetage de l'euro exige déjà 750 milliards de garanties de la part des pays membres et l'Allemagne doit y contribuer pour 148 milliards. Mais derrière l'Allemagne, il n'y a pas d'autre grande puissance en mesure de garantir de nouveaux crédits. Plan de rigueur draconien

A l'horizon 2014, le gouvernement CDU/CSU-FDP a l'intention d'économiser plus de 80 milliards sur les dépenses de l'État, dont 13,2 milliards dès l'année prochaine. 37 % des réductions prévues concernent les dépenses sociales. Dans la fonction publique, 15 000 suppressions d'emplois sont annoncées ; les fonctionnaires devront renoncer à 2,5 % de leurs traitements ; déjà en 2007 le gouvernement CDU-SPD avait retardé l'âge de départ à la retraite, qui passe par étapes à 67 ans. Cette année, la contribution de 1,8 milliards à l'assurance-vieillesse pour les « Hartz IV » (demandeurs d'emplois de plus d'un an) doit être supprimée, et leurs allocations familiales réduites. Le supplément « chauffage » à l'allocation- logement doit également disparaître. Pour 2011, l'Agence fédérale pour l'Emploi doit faire 1,5 milliards d'économies (et 2,5 milliards en 2012), pour l'essentiel au détriment des programmes de formation et de qualification.

La restructuration en cours dans la Santé sera poursuivie avec l'introduction d'un forfait à la personne. Dans un avenir pas très lointain, chaque assuré, quels que soient ses revenus, devra payer une cotisation identique. Celle-ci n'assurerait plus qu'une couverture de base, toutes les prestations complémentaires devront être payées en supplément. A l'heure actuelle la part patronale est pratiquement gelée à 7 % du salaire brut, tandis que les assurés paient au minimum 7,9 %, sans compter les nombreuses prestations qui ne sont pas prises en charge (la plus grande partie des prothèses dentaires et des examens de dépistage, les lunettes, etc.).

La diminution des impôts acquittés par les entreprises aggrave le manque de moyens dont dispose l'État pour assurer le bien-être public. Entre 2000 et 2010, l'État a perdu 335 milliards, soit plus de 30 milliards par an, et ça montera à plus de 50 milliards l'an prochain. Tous les gouvernements depuis 25 ans ont été dans ce sens.

Cette redistribution du bas vers le haut va évidemment de pair avec l'endettement insupportable des collectivités locales. La municipalité de Dortmund a doublé le prix de la carte mensuelle de transports urbains des allocataires de « Hartz IV », celle de Schwerin rogne sur l'aide aux sans-abris, celle de Rostock sur les foyers éducatifs. Près de la moitié d'entre elles ont l'intention d'augmenter les tarifs des piscines, théâtres et musées, un tiers la part parentale pour les garderies et les écoles ouvertes toute la journée. D'après le syndicat des services ver.di, plus de 80 % des communes prévoient des augmentations de tarifs ou des impôts, en particulier de la taxe foncière, qui frappe surtout les propriétaires de maisons individuelles.

Baisse des salaires et extension de la précarité

La crise de l'euro trouve en grande partie son origine dans le très fort excédent des exportations allemandes. Mais deux autres facteurs au moins y ont contribué : d'une part les pays comme la Grèce et le Portugal, avec leurs biens d'exportation traditionnels (cuir, textiles, chaussures etc.), souffrent beaucoup de l'offensive des exportateurs chinois. Et d'autre part, les coûts salariaux ont fortement baissé en RFA depuis 2000. D'après l'OCDE, les coûts salariaux ont augmenté de 2000 à 2007 (donc juste avant le début de la crise) de 23 % en Espagne et en Grèce, de 20 % en Italie, de 3 % en Belgique et aux Pays-Bas et de 2 % en France. En Autriche et en Allemagne ils ont baissé de 8 % !

Ceci s'explique non seulement par le haut niveau de technicité, mais aussi par l'évolution des salaires réels, qui ont baissé en moyenne de 6 % en RFA depuis 2000, tandis qu'ils augmentaient de 2 % à 8 % dans presque toute la zone euro.

En infraction grossière avec les directives de l'Union européenne, selon lesquelles le salaire et les conditions doivent être les mêmes pour un même travail, en RFA les salaires des intérimaires peuvent être inférieurs si un accord salarial l'autorise. Arguant du fait que « sinon les syndicats chrétiens auraient signé pire », les syndicats du DGB ont accepté que la plupart des intérimaires gagnent aujourd'hui entre 7,40 et 7,70 euros de l'heure.

Selon les critères de l'OCDE, pour dépasser le seuil de pauvreté, il faut un salaire horaire de 11,30 euros au moins pour une semaine de 40 heures (la norme, sauf dans la métallurgie). Un ouvrier qualifié (Facharbeiter) gagne entre 15 et 22 euros. Comme il n'y a pas de salaire minimum légal, ils sont des millions à toucher moins de 7 euros, environ 2,5 millions moins de 5 euros (870 Euros brut par mois, soit après déduction des assurances moins de 700 Euros par mois pour 40 h). Sur 36 millions de salariés, seuls 23 millions ne sont ni à temps partiel, ni précaires. Aux 3,6 millions de chômeurs officiels il faut ajouter près de 3 millions.

Au 1er janvier 2003, le gouvernement SPD-Verts avait autorisé les officines qui louent des salariés « low cost » à les licencier en fin de contrat. Ils peuvent être repris par la même agence quand elle a trouvé un autre « client ». Auparavant ils étaient au moins payés les semaines où on ne les louait pas ! Comme ces marchands d'esclaves ne prennent aucun risque (il ne leur faut qu'un petit bureau), ils peuvent gagner beaucoup d'argent, puisqu'ils touchent 20 à 23 euros de l'heure. Il y a maintenant des centaines et des centaines d'officines de ce type. Des entreprises importantes comme BMW dans l'automobile ou les drogueries Schlecker dans le commerce ont même créé leur

propre « Leiharbeitsfirma ».

Pour les syndicats du DGB (particulièrement pour l'IG-Metall, qui couvre les secteurs où ils sont le plus nombreux), l'extrême précarité de ces intérimaires a fini par devenir gênante, et une campagne a été lancée sur le thème du « partage équitable du travail ». Mais l'IG-Metall ne peut pas convaincre l'opinion : la signature du syndicat se trouve au bas de l'accord salarial !

Les salariés employés à temps partiel sont tout aussi précaires. Entre 2000 et 2009 leur nombre est passé à 1,674 million, tandis que celui des temps plein (sans compter les intérimaires) diminuait de 2,426 millions ! Avec l'Agenda 2010 imposé par le chancelier SPD Schröder â€” la plus grave dégradation du système de protection sociale depuis la seconde guerre mondiale â€” les « jobs à 1 Euro » ont fait leur apparition ; on en compte aujourd'hui 322 000. C'est 1 Euro de l'heure de travail (!) en complément de l'allocation mensuelle de 359 Euros. De fait, c'est du travail obligatoire, car on ne peut s'y soustraire que très difficilement et à grands risques. Le nombre des salariés qui travaillent très peu (avec 400 Euros mensuels et sans job à 1 Euro) est aujourd'hui de 811 000.

Pesanteurs syndicales

Les syndicats ne se montrent en rien prêts à modifier leur orientation. C'est vrai aussi de l'IG-Metall, qui a « viré à droite » durant les dix dernières années. Dans le passé il cherchait, au moins un peu, à se positionner en « contre-pouvoir ». Dans les années 1980 encore, quand l'IG-Metall demandait 10 % d'augmentation de salaire au début des négociations annuelles pour le renouvellement des conventions collectives, il en obtenait en gros les deux tiers. Des années 1990 à 2003, les travailleurs pouvaient s'attendre à obtenir à peu près 50 % de la revendication syndicale ; depuis 2003 et la pitoyable défaite sur les 35 heures en Allemagne de l'Est, c'est à peu près un tiers.

Cela ne tient pas simplement à un rapport de forces plus défavorable : à la fois on demande moins (pour ne pas mettre les entreprises en difficultés), et on accepte très vite ce que le patronat veut bien donner, même si c'est très peu. Par peur de l'adversaire, par démoralisation, mais aussi en raison d'une bureaucratisation extrême qui s'accroît encore, on ne lutte pas, on n'essaye même pas. Ainsi lors des négociations de l'hiver dernier, l'IG-Metall n'a même pas avancé de revendications. C'est absolument nouveau. C'est ce que les dirigeants de l'IG-Metall avaient toujours critiqué chez les syndicats droitiers comme l'IG BCE (énergie)... Le résultat fut évidemment minable.

Il est vrai qu'en ce moment l'IGM demande 6 % pour l'industrie sidérurgique de Rhénanie du nord-Westphalie, de Basse-Saxe et de Brême. Il faut bien voir que cela ne concerne que 85 000 salariés. Le résultat sera peut-être au mieux 50 % de la revendication, si les travailleurs bousculent l'appareil syndical qui ne veut pas de lutte. C'est évidemment mieux qu'un tiers, mais cela ne modifie pas le cadre général.

Entre janvier et juin 2010, le nombre de journées de grève est passé, par rapport à 2009, de 350 000 à 140 000, pour 86 000 grévistes, soit le tiers de 2009. Cela fait de la RFA, avec l'Autriche, la lanterne rouge de l'Europe.

Dans cette situation, avec ce peu de spontanéité de la part des travailleuses et travailleurs et cette puissance de la bureaucratie syndicale, il n'est pas facile de trouver une voie qui permette à la classe ouvrière d'avancer. Ce sont néanmoins les syndicats qui détiennent la clé d'une avancée qualitative de la résistance. Malgré leur affaiblissement et leur perte de crédibilité, ils restent au centre de toute perspective de modification du rapport des forces, et, aussi difficile cela soit-il, rien n'est plus nécessaire que d'oeuvrer à leur reconquête, à leur transformation en instrument de défense des intérêts de la classe ouvrière.

La place de Die Linke

Malheureusement, ce parti n'est guère utile sur ce terrain. Bien sûr, il joue un rôle dans l'évolution de gens qui

commencent à se politiser, et ses passages dans les médias (qui sont d'ailleurs assez rares) peuvent à l'occasion faire avancer la conscience. De même, il y a dans ce parti nombre de militants syndicalistes engagés (au moins à l'ouest), et beaucoup de militants vraiment anticapitalistes acquis à la cause des travailleuses et travailleurs. Malheureusement, ce ne sont pas eux qui déterminent la politique du parti, mais la majorité des membres, peu active, et surtout la direction, déjà bureaucratisée.

Ainsi, fait caractéristique et extrêmement dommageable, jamais le parti n'a critiqué l'orientation des syndicats. Au contraire, il les considère comme ses partenaires principaux dans la perspective du Politikwechsel (« changer la politique »).

Il en était déjà ainsi pour l'ancien PDS (l'organisation réformiste issue du parti d'État de la RDA, le SED). Depuis son unification avec le WASG, dont les initiateurs venaient de l'appareil syndical, c'est encore pire. L'un des deux co-présidents du parti, Klaus Ernst (dont le revenu mensuel était encore récemment de 17 000 Euros, avant que l'effet produit dans l'opinion et la pression de la base du parti ne le pousse à une réduction), est depuis des décennies un homme de l'appareil de l'IG-Metall, représentant du syndicat au conseil d'administration de plusieurs grandes sociétés au titre de la cogestion. Même s'il a récemment démissionné de ces fonctions, il reste très lié à l'appareil. Jamais il ne s'est opposé ouvertement à la direction centrale de l'IG-Metall. Il en est de même pour tous les dirigeants de Die Linke qui viennent de l'appareil syndical ou qui en reçoivent encore leur subsistance.

Pour Die Linke, le Politikwechsel passe par la participation aux exécutifs, gouvernement fédéral inclus. C'est déjà le cas dans une bonne centaine de villes de l'est et dans deux Länder (Berlin et le Brandebourg). En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Die Linke ne soutient pas le gouvernement SPD-Verts, minoritaire, mais permet en s'abstenant de faire adopter les mesures qu'il apprécie positivement. Cependant, la pression de la direction nationale (et aussi de la majorité des membres du parti de la région) sur une majorité de conseillers régionaux plus à gauche va s'accroître énormément dès que la question de la survie de ce gouvernement sera posée.

Le fait que ce « changement de politique » implique la cogestion de la misère dans des gouvernements bourgeois ne pèse apparemment pas lourd. A Berlin par exemple, il faut assumer les privatisations et réduire les traitements des fonctionnaires. Dans le Brandebourg, près de 10 000 postes vont être supprimés dans la fonction publique au cours des trois prochaines années et l'extraction polluante du lignite continuera d'être autorisée. Cela explique pourquoi à Berlin les éléments les plus critiques et bon nombre de militants syndicaux ont quitté le parti et cessé toute activité. Il sera difficile de leur parler de travail politique organisé avant un certain temps.

Pour toutes ces raisons, malheureusement, ce parti n'est qu'en de rares occasions un véritable partenaire. Il a participé à la mobilisation pour les manifestations « Nous ne paierons pas pour votre crise » mais en fin de compte, la police du Land de Berlin, qui est intervenue brutalement lors de la manifestation du 12 juin, reçoit quand même bien ses consignes d'un Sénat dont ce parti est partie prenante ! Pour les forces qui se réclament de la lutte des classes, il est difficile de supporter cette schizophrénie.

Vers la contre-offensive ?

Dans la situation présente, c'est d'en bas qu'il faut développer la résistance. Cela passe en premier lieu par une meilleure coordination des forces combattives à la base des syndicats. Il leur faut exercer davantage de pression afin de rassembler un plus grand nombre de structures syndicales prêtes à des actions de résistance.

Les militants du RSB, qui sont surtout investis dans la gauche syndicale, feront tout ce qui leur est possible pour que les journées d'action syndicales de cet automne ne soient pas de simples alibis. Pour le 29 septembre, la journée d'action de la Confédération européenne des syndicats à Bruxelles, ce sera encore un objectif très difficile à

atteindre, mais nous voulons saisir cette occasion pour pousser à l'organisation d'initiatives locales, ce que certains permanents de l'appareil syndical voient d'un bon oeil. Les semaines d'action du 24 octobre au 13 novembre seront plus importantes. Il devrait y avoir alors plus d'assemblées générales du personnel, et, dans les plus grosses entreprises, les syndicats appelleront à leur donner un prolongement par des « actions » comme par exemple un meeting dans la cour de l'entreprise ou devant les portes.

Nous poussons pour que cela se fasse au même moment, mais aussi le plus possible au même endroit, de préférence dans le centre ville. On aurait alors des grèves potentiellement politiques. La jurisprudence les interdit, mais si la participation est suffisamment massive, aucun tribunal ne se hasarderait à poursuivre. En revanche si cela reste limitée à quelques centaines, les grévistes seront licenciés tout de suite, sans chance de réintégration.

Qu'est-ce que une « grève politique » ? C'est un arrêt de travail en dehors de la courte période des négociations pour le renouvellement des conventions collectives. Après la signature, il y a obligation légale ne pas troubler « la paix » dans les entreprises. Il n'y a donc en réalité pas de droit de grève plein en Allemagne.

En fait, il y a déjà eu des grèves politiques. La plus réussie fut celle de 1996 contre le projet de supprimer le paiement du salaire pendant les trois premiers jours de congé de maladie. Le mouvement est parti de chez Mercedes à Brême sans consigne syndicale, et après quelques manifestations de rue seulement, ce projet de loi fut abandonné. Il suffirait donc que les syndicats le veuillent vraiment. Et si les dirigeants ne le veulent pas, il faudra que la pression de la base soit d'autant plus forte. Il n'y a pas d'autre moyen d'organiser une résistance efficace.

Début de résistances, encore éparpillées

Ainsi à Stuttgart, dans la plus grosse concentration industrielle du pays, là où la gauche syndicale est la plus implantée, « Stuttgart 21 » suscite une opposition énorme. Il s'agit de raser la gare terminus, d'en faire une gare de passage souterraine et de construire une ligne TGV entre Stuttgart et Ulm. Ce sera le chantier le plus important d'Europe, qui devrait coûter autour de 10 milliards d'euros. La gare sera reliée aux voies routières rapides, ce qui nécessite la destruction d'un parc et la construction d'un réseau de gigantesques tunnels. Cela entraînera une dégradation du trafic de proximité et, surtout, ces travaux vont engloutir des sommes folles : le budget de la ville de Stuttgart sera grevé de 500 millions qui viendront à manquer pour les crèches et autres services municipaux.

Depuis que les travaux de démolition ont débuté à la mi-août, entre 20 000 et 30 000 personnes manifestent au moins deux fois par semaine. C'est un encouragement pour tous les mouvements de résistance du pays. Et, phénomène nouveau, pas une semaine ne se passe sans qu'une manifestation de protestation ne réunisse plusieurs milliers de personnes dans le pays, sur les thèmes les plus divers : 10 000 manifestants contre le flicage électronique le samedi 11 septembre à Berlin, le 18 septembre la manifestation nationale à Berlin contre la relance du nucléaire par Merkel réunissait 100 000 personnes (il est à noter que les Verts, parti devenu institutionnel, n'y ont joué qu'un rôle marginal). Et ce même jour, 55 000 manifestaient à nouveau contre « Stuttgart 21 » !

L'initiative prévue le 18 octobre à Francfort a un caractère différent : une tentative de blocage de l'accès à une très grande banque inspirée par les actions de désobéissance civile à la limite de la légalité réussies ces dernières années, tant contre le G8 à Heiligendamm que pour contrer des rassemblements xénophobes ou néo-nazis à Cologne ou Dresde par exemple. Mais si le spectre des organisations qui soutiennent est assez étendu et si l'action rencontre la sympathie de cercles assez larges, la participation sera réduite (au mieux quelques milliers), d'une part parce que cela aura lieu en semaine, ensuite à cause des risques encourus sur place, et enfin parce que peu de gens peuvent assumer publiquement leur présence.

Les phénomènes de résistance à l'ordre capitaliste sous toutes ses formes connaissent un renouveau prometteur,

Les attaques s'intensifient, la résistance est encore bien faible

mais aucune force n'est en capacité de fédérer ces divers mouvements. Pour notre part, nous avons choisi de nous concentrer sur notre activité syndicale, principalement dans l'IG Metall, considérant que si nous arrivions à peser pour que se tiennent des rassemblements sur le temps de travail, et donc de fait une grève politique, la situation générale en serait transformée par le franchissement d'un seuil qualitatif.